

Du temps et de l'argent!

Le projet du collectif *Raz-de-marée* a comme origine un constat commun. Celui que les initiatives militantes manquent souvent cruellement d'ambition et de créativité dans leurs revendications et leurs stratégies ou sont, au contraire, complètement déconnectées de la réalité. On néglige souvent les efforts de mobilisation et d'organisation nécessaires à la construction de mouvements en mesure de rallier plus de personnes et de ne pas nous épuiser *en vain*. Le hic, c'est que pour construire de tels mouvements, ça prend des revendications qui stimulent la mobilisation et qui génèrent des débats.

Ceci est une invitation à nos collègues étudiant·es de mettre de côté le nihilisme ambiant de la permacrise contemporaine. Collectivement, il va de soi que nous sommes épuisé·es et dépossédé·es. L'objectif d'un prochain mouvement étudiant, peu importe sa déclinaison, devrait permettre de reprendre peu à peu le contrôle sur nos vies et devrait viser notre émancipation collective dans ce monde dégueulasse de plus en plus étouffant. On peut déduire deux objectifs généraux qui créeraient un tel horizon émancipatoire et qui nous permettraient de mieux affronter notre époque. Les étudiant·es ont des besoins multiples, mais on peut en cerner deux largement partagés:

- **Besoin d'argent**
- **Besoin de plus de temps**

La façon la plus efficace de combler ces besoins est de prendre le problème de front: l'activité des étudiant·es n'est pas reconnue, mais aussi et surtout leurs besoins, les étudiant·es n'ayant pas de salaire pour le travail effectué à l'école en tant que tel. La reconnaissance des études comme un travail et la réclamation du statut qui en est tributaire paraît donc comme la voie à suivre dans la lutte pour combler

nos besoins en argent et en temps.

Les étudiant·es travaillent, et pas juste un peu. Il est plus que temps de prendre au sérieux les questions relatives au salaire et au temps de travail: depuis les années 1960 on parle de l'avènement d'une certaine *société du loisir* où les machines et l'automatisation libéreraient du temps. De nos jours, plus personne n'y croit. Il est grand temps de forcer la machine capitaliste à nous rendre la monnaie de sa pièce.

Ne nous contentons plus de miettes

D'abord, il nous faut reconnaître que la revendication de la gratuité scolaire du mouvement étudiant des années 2010 devient désuète et insuffisante. Les étudiant·es doivent dépasser ce paradigme puisqu'il cimenterait notre statut de bénéficiaire d'un service alors qu'il n'en est rien. Avec les bourses *Perspectives Québec*, nous sommes à même de constater le caractère indigent d'une éventuelle gratuité scolaire. Les 2500\$ alloués aux étudiant·es inscrit·es dans les programmes éligibles^[1] voient en théorie leurs frais de scolarité couverts. « *C'est mieux que rien* » pourrait-on dire. Par contre, même si cette bourse se voyait généralisée, le coût des loyers, de la nourriture et du reste sont si élevés qu'il devient de plus en plus difficile de trouver le temps et l'argent pour se concentrer sur les études... En maintenant un certain équilibre et sans perdre des cheveux^[2]!

C'est que l'argumentaire qui défendait la gratuité scolaire, celui de contrer la marchandisation de l'éducation, n'est plus suffisant aujourd'hui. On en tient pour preuve la transformation des compositions des cohortes étudiantes (et du mouvement étudiant), de même que l'explosion des statuts de précarité au sein des cégeps et des universités. Les demandes de financement sont orientées, à l'instar des bourses *Perspectives* qui ciblent des emplois spécifiques. Impossible

de dire maintenant que l'éducation, en plus de ne pas être gratuite, est à l'abri du capital et du marché. Elle a les deux pieds dedans! On pourrait même ajouter que le but de l'école a *toujours* été de former des travailleurs·euses dociles et productifs·ves.

L'école c'est aussi un lieu de reproduction des inégalités sociales, un lieu de violences sexistes, un lieu de subordination coloniale, et de violence raciste^[^3]. La revendication de la gratuité scolaire, comme l'argumentaire qui la soutend, ne permettra jamais *d'adresser* ces violences reproduites au sein de l'école, et encore moins de les renverser.

Nous ne sommes pas bénéficiaires d'un service

L'université, en plus d'être une institution à la fonction débattable^[^4], est redevenue un privilège de petit-bourgeois ou un très grand sacrifice alors que le soutien financier est difficilement accessible ou insuffisant pour plusieurs. Pas étonnant que beaucoup choisissent le chemin de l'endettement avec les prêts offerts par le gouvernement malgré ce qu'ils impliquent. Sous le prétexte que nous recevons le cadeau des savoirs théoriques transmis de bonne grâce par le corps enseignant, on nous contraint à un statut de récepteur et réceptrice, comme si le processus était unilatéral et que nous étions des actrices passives.

Mais est-ce qu'être étudiant·e devrait être synonyme d'un statut de bénéficiaire d'un service? L'étudiant·e ne ferait donc rien à l'école? Les profs font tout le travail nécessaire à la formation? **Bien sûr que non**, et les pédagogies postsecondaires le reconnaissent avec leur concept de « pédagogie inversée », « co-construction » et « savoirs usagers »^[^5]. Les études et la formation ne sont pas un service que

l'on reçoit, mais un travail que l'on effectue soi-même, sur soi, en tant qu'étudiant·e et ce, tout au long de notre parcours à l'école et même après.

Nous devons dès maintenant prendre les devants et exiger une pleine reconnaissance du labeur effectué au service des institutions d'enseignement en le concevant comme un levier contre le travail gratuit dans lequel l'école nous maintient, nous habitue au travail. Cette reconnaissance prend d'abord la forme d'un revenu – d'un salaire – pour nous permettre de nous sortir la tête de l'eau et de mieux lutter pour notre émancipation. Il n'y a rien de révolutionnaire dans le fait d'effectuer un travail gratuitement. Le salaire est donc à la fois une revendication financière qui nous offre une meilleure qualité de vie et une revendication d'ordre politique, car il favorise la création d'un rapport de force. Plusieurs pistes sont devant nous pour y arriver.

La salarisation des stages

Les stages complétés sur les milieux de travail constituent certainement la partie la plus visible du travail gratuit que bon nombre d'étudiant·es, surtout féminisées, sont obligé·es d'exécuter afin d'obtenir un diplôme. Exiger la salarisation des stages s'impose donc dans un contexte d'élimination du travail gratuit et constitue un premier pas vers le salariat étudiant.

À ce niveau, rappelons qu'un important travail de conscientisation et de mobilisation a été fait par le passé et a mené à une grève des stages en 2019. C'est ce mouvement de grève qui a forcé le gouvernement à réagir: celui-ci a fini par implanter les bourses *Perspectives Québec*. Les militant·es demandaient dès le départ un salaire pour tous les stages et pour le travail étudiant au complet. La légitimité de la revendication d'un salaire pour les stagiaires n'est plus à

établir, ce qui amène diverses instances de représentation étudiantes à la défendre à leur tour.

Ne nous satisfaisons pas des compensations (bourses *Perspectives Québec* ou autre), qui en plus d'être inévitablement insuffisantes ne garantissent en rien une protection en cas d'abus; profitons des situations qu'ont créées « les pénuries de main-d'œuvre » pour réclamer un salaire complet. Si le gouvernement refuse de reconnaître le travail des stagiaires, c'est l'abolition des stages que nous devons viser^[6] dans une perspective concrète de nous libérer du travail gratuit que l'école nous impose.

Le salaire et les bourses (pour tout le monde)

Il est impératif de mettre à terre la discrimination au sein de l'Aide financière aux études. Actuellement, on calcule encore la contribution parentale ou conjugale sans égard à son réel impact ou à la forme qu'elle peut prendre. L'État se dédouane des besoins financiers des étudiant·es, ce qui décourage avec raison plusieurs d'entreprendre une formation aux études dites « supérieures ».

Si d'un côté on peut simplement demander des bourses généralisées et plus généreuses, il va sans dire qu'un salaire comporte de nombreux avantages, ce que les mouvements de stagiaires démontrent avec brio depuis de nombreuses années. Les bourses doivent alors être vues comme un revenu d'appoint au salaire étudiant pour des personnes aux besoins divers (personnes à charge, handicap, nouvellement arrivé·es au Canada, etc.).

L'abolition des prêts et l'annulation des dettes étudiantes

Dans le contexte où nous considérons les études comme un

travail, s'engouffrer dans les dettes pour y avoir accès est d'autant plus absurde. Si la dette est une prison, les prêts en sont les geôliers. À moins d'avoir accès à une aide financière constante et importante de l'entourage, l'endettement apparaît comme une fatalité sinistre pour une partie importante de la communauté étudiante. Mais cet endettement a un prix: il maintient des relations de pouvoir entre les étudiant·es et leurs parents, leur boss ou leur conjoint·e. Les bourses sont totalement insuffisantes pour que nous puissions subvenir à nos besoins réels et les emplois occupés à temps partiel sont généralement rémunérés au minimum. Question d'ajouter l'insulte à l'injure, la plupart d'entre nous se tournent vers les prêts offerts par le gouvernement, en plus de *loader* le crédit disponible dans les institutions bancaires. Ce scénario, on le connaît et nous voulons qu'il change[^7].

Rapidement, on peut en dégager une constatation: il est faux de dire que tout le monde peut accéder aux études supérieures. Demander autant de sacrifices et de prouesses financières dans le but d'être formé à l'emploi, car c'est bien pour ça qu'on étudie, démontre un grand mépris de l'État face aux étudiant·es.

Car la question n'est pas de savoir à *quel point c'est plus cher l'uni aux States* ou dans les autres provinces canadiennes, mais plutôt de se demander *qui est en mesure d'étudier à l'université ici*, pourquoi c'est nécessaire et sous quelles conditions... Pour finalement répondre à la question fondamentale suivante: *qui a le luxe de travailler à temps plein sans paie?*

La réduction du temps de travail

Si les exigences financières mentionnées plus haut peuvent également servir à nous libérer du temps, dans la mesure où le

salariat étudiant rendrait non nécessaires les emplois dits « étudiants » à temps partiel que beaucoup de gens occupent en plus du travail-étudiant, il n'est pas moins pertinent de formuler des revendications qui nous rendraient encore davantage libres de notre temps.

Le temps et l'énergie dépensées au travail et à l'étude s'additionnent aux longues heures passées en classe. Ce temps que nous donnons gratuitement, et que nous payons chèrement, faut-il le rappeler, ne sert pas à s'émanciper en tant qu'individu, comme aimaient le penser les plus ardent·es défenseurs et défenseuses de l'école. Il est plutôt utilisé pour extraire tout ce que la masse étudiante peut extraire d'elle-même.

Ainsi, reprendre le contrôle du temps que nous donnons à l'institution qui nous exploite ne peut qu'accentuer notre autonomie par rapport à notre statut. Les luttes qu'on peut associer à cette revendication sont multiples et demandent de la créativité: exiger une baisse du nombre d'heures de cours requis pour être inscrit·e à *temps plein*, réclamer un pouvoir quant à l'horaire des cours, revendiquer une réduction du nombre de cours nécessaires à l'obtention du diplôme tout ceci avec l'objectif avoué de défaire l'école brique par brique.

Pour aller plus loin

Bien entendu, les stratégies pour que la classe étudiante ait plus de temps et plus d'argent ne se limitent pas à celles énumérées ci-haut. Il est plutôt tout à notre avantage d'être créatif et créative quant aux revendications et aux moyens pour y atteindre. Les luttes victorieuses ne peuvent être acquises si la gauche étudiante continue de ruminer sans cesse les mêmes idées traditionnelles, voire rétrogrades, qui sont défendues depuis de nombreuses décennies à travers les mêmes méthodes. Il nous faut nous libérer de certains carcans

idéologiques. Aussi, entretenir l'idée que les stratégies pour lutter pour ces revendications créatives peuvent se concrétiser dans des structures représentatives et centralisées apparaît fondamentalement contradictoire.

Une question de savoirs

La distinction entre savoirs pratiques et savoirs théoriques est arbitraire dans la mesure où les deux sont intrinsèquement liés. Les savoirs théoriques si chers aux institutions universitaires sont intégrés par les étudiant·es d'une manière qui est plus de l'ordre du bourrage de crâne – puis de l'oubli qui vient avec. De plus, le fait qu'on mette ce type de savoirs sur un pied d'estale est en quelque sorte un mépris de classe qu'on adresse aux autres couches de la société qui n'ont pas le diplôme. Parce que les non-universitaires « ne maîtrisent pas le formalisme universitaire » ou parce qu'ils ne peuvent pas aligner les milliers d'heures de cours et de travail gratuit exigés pour avoir le bac, on accentue les inégalités de classe en créant une caste de diplômé·es.

Du reste, il va sans dire que le rapport maître-élève que nous impose l'école est abrutissant^[10]. Le philosophe Jacques Rancière en parle notamment dans son livre *Le Maître ignorant*. Il s'agit d'un rapport aux savoirs fondamentalement autoritaire et dépassé face à l'acquisition des apprentissages théoriques.

Sur la revendication du salaire aux études

Certaines personnes sensibles aux questions monétaires du gouvernement auront tôt fait de dire: « oui, mais qui va payer ça? ». En théorie il peut s'agir d'une bonne question, mais une bonne réponse serait... *on s'en fout!*

C'est qu'on en a marre de porter le *hoodie* à l'effigie de l'institution qui nous exploite. Si le gouvernement ne peut pas fournir les conditions matérielles nécessaires à ce que les étudiant·es ne soient pas dépendant·es de leur entourage, on devrait intégrer l'enseignement des savoirs théoriques au milieu de travail et viser l'abolition de l'université. L'écran de fumée selon lequel l'université serait un lieu où la vertu des savoirs règne tout en étant assiégé par le système capitaliste est en train de tomber. De plus en plus de gens réalisent que l'école sert à trier, à catégoriser les classes sociales et ses promesses d'ascension sociale ne suffisent plus aux sacrifices qu'elle exige.

La question à se poser n'est pas comment le gouvernement va trouver quelques milliards, mais plutôt pourquoi on continue d'accepter de faire faire des milliards de dollars de profits à des employeurs, parfois louches, dans *des jobines sur le side* en plus de travailler en tant qu'étudiant·e à l'école.

Reprendre l'offensive

Nous devons activement reprendre le contrôle de nos milieux d'études et travailler à les désacraliser: leur fonctionnement en marge des rapports marchands est un mythe qui bénéficie à la classe exploitante. Les lieux d'éducation imposent une normalisation du travail gratuit et toustes les étudiant·es y perdent au change. Nous devons dissiper l'illusion des institutions d'enseignement qui, grâce à un habile tour de passe-passe, nous font croire qu'elles sont des agents de changement alors qu'elles reproduisent la société capitaliste, ses classes et ses violences. Tant que nous ne prendrons pas les devants dans une lutte pour faire reconnaître de façon durable le travail étudiant, nos conditions d'études vont se détériorer et nous obliger à vivre en tant que précaires jusqu'à ce qu'il reste seulement des étudiant·es favorisé·es dans les universités ou des grand·es endetté·es. Les effets de

cette détérioration sont déjà limpides, il nous suffit d'écouter et de regarder pour comprendre qu'il est temps d'agir.

LA FIN

Notes:

[^1]:

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/enseignement-superieur/aide-financiere-etudes/perspective-quebec/bourses-perspective-quebec-2023-2024.pdf>

[^2]:

<https://raz-de-maree.info/archive/jetudie-pour-travailler-plus-pour-faire-moins-dargent-pour-etudier-plus/>

[^3]: [Vidéo: Parole D'Honneur l'école au service du projet raciste et réactionnaire](#)

[^4]: Voir le texte sur l'abolition de l'école à même ce site (à venir)

[^5]: C'est incohérent que les profs parlent tout le temps de co-construction, alors que le mouvement étudiant est toujours dans une logique de prestation de service.

[^6]:

<https://raz-de-maree.info/archive/pas-de-salaire-pas-de-stagiaire-pour-labolition-des-stages/>

[^7]:

<https://raz-de-maree.info/archive/les-bons-comptes-font-ils-toujours-les-bons-amis/>

[^8]: Pour une explication plus exhaustive voir ce texte de Gabrielle Laverdière sur RDM: <https://raz-de-maree.info/faire-passer-la-pilule/>

[^9]: Les étudiant·es pourraient, par exemple, voter une liste pour juger des cours les plus utiles et inutiles à la formation et qui alourdissent le cursus pour rien.

[^10]: À ce sujet voir *Le Maître ignorant* du philosophe Jacques Rancière

Faire passer la pilule

*De la pathologisation de la condition étudiante à
l'extractivisme social*

J'ai publié il y a presque un an un texte s'intitulant [La psychologisation du travail du care](#) sur le site [La Grande Démission](#). Le présent texte continue et approfondit la réflexion sur l'emprise des sciences-psy que j'ai amorcée en avril 2023 en l'appliquant ici au travail étudiant. Ce deuxième effort se veut plus rigoureux que le premier tout en préservant le sens de l'urgence qui m'habite de traiter de cette question centrale et pourtant largement occultée. Je tiens à remercier le travail critique exemplaire de [Mad in America](#) et de toute son équipe sans qui la rédaction de ce texte aurait été impossible.

Octobre 2017. Party d'asso. Des étudiant·e·s sont assis·e·s autour d'une grande table dans un bar de Montréal. Iels doivent être 10, peut-être 12. La conversation va bon train, on parle de tout et de rien. Une personne sort un pilulier de sa poche et en avale le contenu arrosé d'une gorgée de bière.

La conversation est lancée. On apprend qu'iel prend des antidépresseurs, comme le trois-quart des personnes à la table. On se rend ainsi compte, dans la bonhomie, que la plupart des personnes présentes *sont sur les pilules*. Cette histoire est fictionnalisée dans les détails. Pourtant, elle est véridique dans son essence et elle ne cesse de se répéter depuis. Encore et encore, on m'admet prendre tel ou tel médicament pour telle ou telle affliction « psychologique », en groupe ou en solo. Je ne sais plus combien de fois ça m'est arrivé. La dernière fois, c'était la semaine passée. La dernière fois, c'est toujours la semaine passée.

Les problèmes de santé mentale des étudiant·e·s font les choux gras de la presse pseudo-progressiste. On se soucie supposément des étudiant·e·s qui ont besoin de plus d'aide psychologique que jamais^[1]. On appelle à bonifier les services en santé mentale sur les campus, à apprivoiser de nouveaux outils bonbon comme la santé mentale positive^[2], à plus de discussions pour sensibiliser à la question^[3]. La prescription et la prise de médication psychoactive seraient en forte augmentation chez les moins de 30 ans au Québec et au Canada^[4]. Un observatoire vient même d'être créé à cet effet pour extraire plus de connaissances de cette crise émotive estudiantine^[5]. On blâme la pandémie de COVID-19^[6], mais on néglige de mentionner que la détresse était déjà palpable bien avant. On nous cite des chiffres qui dépassent l'entendement. Un sondage de l'UEQ avançait déjà en 2019 que 58% des étudiant·e·s universitaires souffraient de détresse^[7]. Une récente étude du gouvernement du Québec affirme même que les étudiant·e·s sont la tranche de la population qui vit le plus de détresse^[8]. **Le désespoir n'est plus l'exception sur les campus, il est désormais la norme.**

Le METSUL (Mouvement des étudiant·e·s en travail social de l'Université Laval) met le doigt sur le problème dans leur première vidéo^[9]. On y dit les deux phrases suivantes : « on est étudiantes en travail social, c'est sûr que nos stages

sont pas payés » et un peu plus tard « on est étudiantes en travail social, c'est sûr qu'on a un suivi au centre d'aide ». Faire côtoyer ces deux affirmations dans une même vidéo est lourd de sens, même si l'association étudiante en question échoue à établir le parallèle elle-même.

À l'école comme à l'asile

Je commencerai par prendre pour exemple La campagne *Ça va aller*^[10] de la FAÉCUM (Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal). En collaboration avec le centre de santé et de consultation psychologique de l'UdeM (Université de Montréal), la fédération étudiante organise à partir de 2019 une large campagne de sensibilisation à la santé mentale. En quelques semaines, les personnes qui fréquentaient l'université en question ont été assénées de dépliants et de murales plus esthétiques qu'utiles sur l'importance d'être là les uns pour les autres. Ces murales poussaient l'audace jusque dans les toilettes^[11]. Cette initiative enjoignait les étudiant·e·s à « relaxer » avec des ateliers de détente en ligne et à tisser des amitiés durables malgré l'isolement de la pandémie^[12]. La FAÉCUM se faisait ainsi complice de l'État et du rectorat en remettant la responsabilité aux étudiant·e·s pour leur mal-être. L'hypothèse qui sous-tendait cet exercice persiste depuis longtemps. Le problème serait une pression de performance intérieure que les étudiant·e·s doivent apprendre à dompter. L'école ne serait donc pas un milieu particulièrement angoissant. Tout ça, *c'est dans notre tête*.

Les organisations étudiantes plus militantes tombent dans le même panneau en organisant des ateliers de *care*. Ces activités hautement féminisées échouent à remettre en cause les sources du mal-être étudiant et réifient les problèmes de santé mentale^[13] sans se poser de question sur les finalités politiques et idéologiques des discours ambiants. Parfois, on fait l'effort intéressant de parler de capacitisme de façon à inclure la santé mentale. C'est un effort louable, cependant

il peut participer aux mêmes processus, bien que ce soit fait de façon moins dommageable.

Malgré les campagnes pour la sensibilisation à la santé mentale qui n'en finissent plus, nos psychés n'ont jamais été aussi fragiles. De nombreuses universités ont mis en place des services d'aide psychologique qui offrent des consultations avec des professionnel·le·s de la relation d'aide. La prolifération de ces services ne doit pas être vue comme un cadeau pour nous aider à aller mieux. Comme l'exprime accidentellement si bien le site web de l'ASEQ, les services psychologiques qui nous sont offerts à prix légèrement réduit nous permettront de poursuivre nos études avec calme, confiance et motivation^[14]. La panoplie de services thérapeutiques doit donc être vue comme une façon de mettre un couvercle sur le bouillonnement de notre colère. Colère d'être exploité·e·s par l'école^[15]. Colère de n'avoir aucun mot à dire sur nos conditions de travail étudiant. Colère de devoir fréquenter un lieu aussi hostile que l'université pour se mériter, un jour, peut-être, un emploi stable. Colère de devoir subir la violence de l'État sous le couvert de l'institution universitaire dont les savoirs émancipateurs tant promis se font toujours attendre.

L'aide psychologique disponible à l'Université a non seulement pour mission de calmer la colère étudiante, elle a aussi pour mission d'identifier les étudiant·e·s en situation de crise pour les référer vers la psychiatrie. Combien d'étudiant·e·s ont été contraint·e·s d'aller *chercher un diagnostic* pour mériter des accommodements? Ces mesures partielles et partiales vont d'un temps additionnel pour faire ses examens à des prêts et bourses plus généreux. Les bureaux de service aux étudiant·e·s en situation de handicap essaient tant bien que mal de rendre tolérable un milieu qui ne peut l'être. On essaie de créer de toute pièce de l'empathie dans l'hostile. Un exercice vain. Ces mesures seraient universelles que ça ne serait pas assez.

Au-delà de l'école, les discours qui pathologisent le mal-être sont socialement et scientifiquement acceptés comme étant inquestionnables. Remettre en question l'emprise que les discours psychiatriques et psychologiques ont sur les conditions de travail suscite, au mieux, du sourcillement. Pourtant, il y a urgente nécessité de reconnaître que les solutions qui sont offertes par les sciences-psy ne sont que mirage. Les controverses autour de l'étude STAR*D^[16] et l'hypothèse de la sérotonine^[17] suggèrent une troublante possibilité : la psychiatrie n'a jamais eu de solution concrète à suggérer à ses patients. Elle avance une vision exiguë du réel qui pourrait très bien nuire aux personnes qui y sont exposées^[18]. Les services psychologiques sur les campus servent donc non seulement à calmer la colère légitime contre les conditions de travail des étudiant·e·s, mais acheminent tel un pipeline vers une discipline remplie de fausses promesses de bien-être dont elle n'a jamais eu les moyens de s'acquitter.

La psychiatrie est un château de cartes bâti au royaume de l'imposture. Pourtant, peu de domaines de la médecine ont autant de pouvoir sur nos trajectoires de vie, nos corps et nos psychés. Le pouvoir psychiatrique enferme les corps à l'asile, mais il enferme également les esprits dans des schèmes de signification étroits qui structurent et limitent la façon dont on se pense. En élevant la réification en science, la psychiatrie nous a promis des solutions prêtes à avaler, disponibles dans toutes les pharmacies, loin de la lutte^[19].

Au mieux, avec beaucoup de chance, la psychiatrie sera une béquille fragile à l'exploitation. Cette béquille et ceux qui la prennent par le choix ou par la force n'est pas ce qui est dénoncé ici. Ce qu'il faut dénoncer, c'est le complexe industriel de la santé mentale^{[20][21]} et la façon^[22] dont il prescrit des médicaments psychoactifs aux effets secondaires substantiels^[23] (et parfois irréversibles^[24])

pour pallier les effets inévitables de l'accumulation et de l'école. Nos conditions de vie et de travail sont manifestement insoutenables. La psychiatrie prescrit les molécules qui rendent le quotidien un peu plus tolérable, mais en restreint également l'accès. Les patient·e·s sont jugé·e·s sur leur moralité et leurs facteurs de risque pour avoir accès aux ingrédients qui permettent une réalité chimiquement acceptable. Une question demeure: qui sommes-nous pour avoir besoin d'autant de psychologie et de psychiatrie^[25]? Nous, étudiant·e·s, sommes des travailleuses qui s'ignorent, épuisé·e·s, à court de temps, qui poursuivons nos études envers et contre nos corps.

À l'école comme à la mine

Pourquoi alors continuer de référer les étudiant·e·s aussi massivement vers la psychiatrie et la psychologie? Une analyse idéologique et politique des sciences-psy et du rôle qu'elles jouent dans l'éducation s'impose. L'école est une usine^[26], elle nous prépare à accepter les conditions que le marché du travail nous réserve. Les longues heures de travail, les angoisses, la subordination à des supérieurs intraitables sont toutes vécues par les personnes inscrites à une forme d'école ou une autre. De la garderie au doctorat, on nous prépare à plier l'échine. Toutes les conditions sont réunies dès la plus tendre enfance pour faire passer la pilule de l'exploitation.

La psychiatrie et (à certains points de vue) la psychologie se positionnent en allié de l'école dans notre préparation à l'extraction capitaliste. Le sujet étudiant et son mal de vivre doit être pathologisé pour éviter de faire face à l'évidence: le système rend fou·lle et ce, dès le plus jeune âge. Le choix du mot extraction est ici fait sciemment^[27]. Je propose de concevoir l'école comme une usine, oui, mais également comme une mine où les étudiant·e·s sont à la fois mineur·euse·s et minerai. Mineur·euse·s puisqu'ils sont essentiels à l'extraction et à la production de savoirs. Minerai puisque leurs énergies sont sapées jusqu'à la dernière

goutte. Tout comme les métaux, la force de travail étudiante n'a rien d'inépuisable. Épuisé·e·s d'être préparé·e·s à la subordination, nombre d'entre elleux abandonnent ou repoussent la diplomation d'une ou de plusieurs années dans l'espoir d'en sortir indemnes. Aucun·e n'aura cette chance.

Bien qu'on tente de le faire pharmacie, le corps étudiant est avant tout territoire^[28] pour lequel l'école-usine se transforme en raffinerie. Le capital n'a que faire de la forêt sous laquelle repose un gisement. Il faut tout raser, forer et excaver jusqu'à ce que ce qui compte, ce qui se vend, soit mis à nu. Le marché nécessite des alliages. Avec sa médication métallique, la psychiatrie se fait orfèvre avec plaisir. Voici ce que l'école fait aux corps et aux psychés. Tout mouvement militant, étudiant ou autre, qui échoue à comprendre cette dynamique en multipliant les ateliers de *care* est voué à l'échec.

Concevoir les milieux d'apprentissages comme des mines et non comme des laboratoires de créativité, c'est se défaire de la fable originelle qui tue la lucidité sur la violence de la scolarité. C'est aussi, et surtout, tisser un lien fort avec la crise environnementale. Nous nous sommes tellement demandé comment mieux aller que nous ne nous sommes jamais demandé si nous devrions mieux aller^[29]. Nous disposons désormais d'une panoplie de techniques pharmacologiques et thérapeutiques pour nous couper de nos émotions qui nous servent pourtant d'aiguillage. La technique ne nous sauvera pas des forces extractives^[30]. Elle ne sera salutaire ni aux têtes ni aux sols. Laissons nos émotions fortes contre l'école nous servir de compas contre l'extractivisme social et pour de meilleures conditions de travail étudiant.

Notes:

- [^1]: [Trickey, 2023](#) – L'accès aux soins en santé mentale reste difficile pour les étudiants postsecondaires
- [^2]: [Le Devoir, 2023](#) – Cultiver la santé mentale positive des jeunes : un outil à la fois
- [^3]: [Nadeau, 2022](#) – Parler de santé mentale dans les écoles pour «sauver des vies»
- [^4]: [Bordeleau, 2023](#) – Les jeunes toujours plus médicamentés pour traiter leur santé mentale
- [^5]: [Giguère, 2023](#) – Québec crée un observatoire sur la santé mentale des étudiants
- [^6]: [Carrier, 2022](#) – Santé mentale des étudiants: « La pandémie a tout chamboulé »
- [^7]: [Dion-Viens, 2019](#) – 58% des universitaires souffrent de détresse psychologique
- [^8]: [Institution de la Statistique du Québec, 2023](#) – Enquête québécoise sur la santé de la population 2020-2021
- [^9]: METSUL, 2023 – Vidéo disponible sur [instagram](#)
- [^10]: FAÉCUM, 2023 – Ça va aller
- [^11]: [UdeM Nouvelles, 2019](#) – Ça va aller: une campagne pour inciter les étudiants à prendre soin de leur santé psychologique
- [^12]: [Ça va aller, 2020](#) – POURQUOI ÇA VA ALLER?
- [^13]: [Mulder, 2021](#) – What if Psychiatry is Fake?
- [^14]: [ASEQ, 2024](#) – Réseau de psychologie de l'ASEQ
- [^15]: [Collectif, 1975](#) – Des salaires pour les étudiants
- [^16]: [Whitaker, 2023](#) – The STAR*D Scandal: Scientific Misconduct on a Grand Scale
- [^17]: [Levine, 2022](#) – Do You Still Believe in the “Chemical Imbalance Theory of Mental Illness”?; [Moncrieff et al., 2022](#) – The serotonin theory of depression: a systematic umbrella review of the evidence; [Moncrieff et Horowitz, 2022](#) – Response to Criticism of Our Serotonin Paper. *L'hypothèse de la sérotonine ou du déséquilibre chimique avance que plusieurs problèmes de santé mentale, par exemple la dépression, sont dûs à un dérèglement hormonal dans le cerveau. Malgré une quantité impressionnante d'études sur le sujet, cette hypothèse qui sous-tend la plupart des traitements*

médicamenteux psychoactifs demeure infondée même si elle continue d'être promulguée.

[^18]: [Kessing et coll., 2023](#) – Lifetime Incidence of Treated Mental Health Disorders and Psychotropic Drug Prescriptions and Associated Socioeconomic Functioning (vulgarisé par [Simons, 2023](#)); [Andrews et coll., 2022](#) – Evaluating the effectiveness of a universal eHealth school-based prevention programme for depression and anxiety, and the moderating role of friendship network characteristics (vulgarisé par [Simons, 2022](#)); [Braslow, Brekke et Levenson, 2020](#) – Psychiatry's Myopia—Reclaiming the Social, Cultural, and Psychological in the Psychiatric Gaze (vulgarisé par [Simons, 2020](#))

[^19]: Cohen, 2016 – Psychiatric Hegemony: A Marxist Theory of Mental Illness

[^20]: [Greene, 2019](#) – The Mental Health Industrial Complex: A Study in Three Cases

[^21]: [Davis et coll., 2024](#) – Undisclosed financial conflicts of interest in DSM-5-TR: cross sectional analysis

Dans cet article récemment publié, on apprend que la majorité des personnes qui participent à l'élaboration de la nouvelle version du DSM entretiennent des liens financiers avec l'industrie thérapeutique et pharmaceutique, laissant entrevoir les contours des profonds conflits d'intérêt dans la discipline.

[^22]: [Garber, 2019](#) – The psychiatric “prescribing cascade”: A patient story; [Aviv, 2019](#) – The Challenge of Going Off Psychiatric Drugs

[^23]: [Horowitz et Wilcock, 2022](#) – Newer generation antidepressants and withdrawal effects: reconsidering the role of antidepressants and helping patients to stop (Vulgarisé par [Ingle, 2021](#)); [Tajika et coll., 2023](#) – Blinding successfulness in antipsychotic trials of acute treatment for schizophrenia: a systematic review (vulgarisé par [Simons, 2023](#))

[^24]: [Sheetrit et coll., 2023](#) – Estimating the risk of irreversible post-SSRI sexual dysfunction (PSSD) due to

serotonergic antidepressants (vulgarisé par [Simons, 2023](#)); [W, 2023](#) – Antidepressants Have Destroyed My Sexual Function and Range of Emotions

[^25]: De Vos, 2013 – Psychologization and the subject of late modernity

[^26]: [Desbiens et Poirier, 2017](#) – Wages for Students... et ça continue!

[^27]: Arboleda, 2020 – Planetary Mine: Territories of Extraction under Late Capitalism

[^28]: [Gago, 2020](#) – Feminist International : How to Change Everything

[^29]: Gotby, 2023 – They Call It Love: The Politics of Emotional Life

[^30]: Guillibert, 2023 – Exploiter les vivants: Une écologie politique du travail

Raz-de-marée: un porte-voix pour la critique

En 2016, suite à une scission entre l'ASSÉ et plusieurs de ses associations les plus combatives, le site Dissident.es, une plateforme médiatique étudiante, a été mis sur pied sur les bases du respect de la diversité des points de vue et des stratégies. Le but concret était la publication de textes afin d'alimenter les débats qui font vivre le mouvement étudiant.

Un autre objectif avoué était de sortir du carcan parfois contraignant des associations étudiantes en offrant un porte-voix indépendant. Dissident.es sera en ligne entre 2016 et 2020 et hébergera plus d'une centaine de textes.

Sans en constituer un bilan très exhaustif, la plateforme fut utilisée par des gens de différentes tendances – majoritairement celles organisées autour de la campagne de grève des stages, mais pas uniquement – et a permis à des personnes de différents horizons de s'exprimer, de débattre et surtout d'avoir une tribune. Malheureusement, son comité interne est resté assez fermé et il n'y a pas eu beaucoup de rencontres ouvertes au public pour en faire réellement un outil collectif. Le site a été désactivé en 2020 et le nom de domaine perdu. La totalité des textes a toutefois été sauvée, et ceux-ci seront entièrement remis en ligne dans la section Archives, en plus de certains textes phares qui ont alimenté les débats du mouvement étudiant post-2015.

En hiver 2022, dans un moment encore teinté par la récente pandémie et un contexte militant qui semble, malgré quelques initiatives à la portée limitée, un peu moribond, naît à Sherbrooke l'idée d'un magazine papier (et potentiellement web) qui serait distribué dans les différentes associations étudiantes. Peu de temps après, cette idée se concrétise et devient Raz-de-marée. En s'inspirant ouvertement des principes fondateurs de Dissident.es et du fonctionnement de L'Union Libre, Raz-de-marée vise à permettre la publication de textes exprimant différents points de vue quant aux luttes étudiantes. Pour ce faire, il est impératif de préserver une indépendance vis-à-vis des associations étudiantes.

Dans le contexte actuel de refonte du mouvement étudiant et alors que la Coalition de résistance pour l'unité syndicale étudiante (la CRUES) voit le jour, il nous paraît important qu'un lieu de diffusion des idées et de débats existe hors des instances médiatiques de celle-ci afin d'en stimuler l'analyse et la critique de manière autonome, en plus de faire connaître

des points de vue qui ne cadrent pas dans les structures plus officielles.

Voulant éviter de répéter les mêmes erreurs que feu Dissident.es, le comité de coordination de Raz-de-marée a l'intention de faire de cette plateforme un lieu ouvert où la démarche est transparente.

De ce fait, en gardant en tête que nous voulons préserver le caractère progressiste du média, c'est-à-dire que des textes exprimant des points de vue fascistes ou discriminatoires ne seront pas hébergés sur Raz-de-marée, tout le monde est invité à publier un texte critique et argumenté sur cette plateforme. Le premier texte soumis devra être approuvé par l'équipe de modératrices, mais les publications suivantes le seront automatiquement. Nous fournirons également des accès de publication, mais sur demande, afin d'éviter le spam.

De plus, les débats sur les stratégies ou les tendances sont encouragés et les opinions des gens du comité de coordination ou des modératrices n'influenceront pas le processus de publication d'un texte ou d'obtention d'un accès; la diversité de point de vue est même encouragée. Ainsi, les opinions émises dans un texte ne reflètent pas les opinions de Raz-de-marée, puisque celui-ci vise à créer un espace pour faire vivre les débats.

Ceci étant dit, Raz-de-marée a tout de même une **ligne éditoriale** qui consiste en quelques points relativement simples:

- Pas de contenu faisant la promotion d'une organisation ou d'un parti politique (électoral);
- Aucun propos discriminatoires (transphobes, misogynes, LGBTQphobes, racistes ou capacitistes notamment);
- Pas de publicité, de spam etc.

Raz-de-marée, c'est l'enfant d'une idée qui n'a pas encore atteint son plein potentiel, mais qui s'en est toutefois

approché durant la campagne de grève des stages. Au-delà d'une plateforme médiatique étudiante, et cette fois-ci avec plus de sérieux et d'expérience, c'est l'occasion de créer un lieu ouvert où les luttes de tendances peuvent se dérouler au grand jour tout en permettant d'exprimer des différends dans un milieu qui nous semble encore trop consensuel. Créer cet espace ne se fait pas tout seul et requiert des attentions particulières tout au long du projet. Ce qui reste motivant, c'est la possibilité réelle de donner une portée inédite à ce projet et de le peaufiner en vue de créer un momentum à même de changer radicalement la société en permettant aux différentes sections d'étudiant.es prolétaires de s'exprimer et de s'attaquer, comme elles l'entendent, aux oppressions et à l'exploitation qu'elles subissent.

Félix Dumas-Lavoie

Jean-Michel Laforce